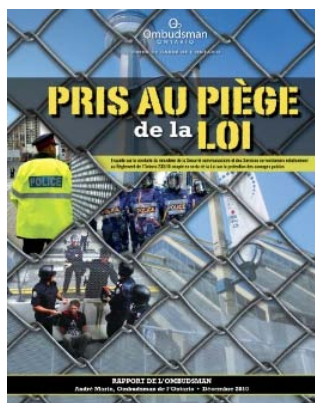


DÉCEMBRE 2010 [Abonnez-vous à notre e-bulletin](#) [Désabonnez-vous](#) [Cliquez pour voir ce message dans votre navigateur](#)

L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO REND PUBLIC SON RAPPORT DU G20 « PRIS AU PIÈGE DE LA LOI »

L'Ombudsman conclut que le Règlement du G20 était d'une « légalité douteuse »

Les citoyens se sont injustement retrouvés pris au piège par l'expansion secrète des pouvoirs policiers



Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels a discrètement promu le recours à un règlement probablement illégal pour accorder des pouvoirs « extravagants » à la police à la veille du sommet du G20. C'est ce qu'a déclaré l'Ombudsman de l'Ontario, André Marin, dans son tout dernier rapport publié aujourd'hui.

- [Pris au piège de la Loi - Rapport de l'Ombudsman](#)
- [Communiqué de presse](#)
- [Mot d'ouverture de l'Ombudsman](#)
- [Document d'information - Thèmes et citations clés du Rapport Pris au piège de la Loi](#)
- [Chronologie : Événements clés référencés dans Pris au piège de la Loi](#)
- [YouTube](#) [Cliquez pour voir la conférence de presse sur YouTube](#)

AIGUISEZ-VOUS LES DENTS – QUATRIÈME ÉDITION

Notre Bureau a récemment offert la quatrième édition de sa formation avancée aux enquêtes « Aiguisez-vous les dents »

Notre Bureau a récemment offert la quatrième édition de sa formation avancée aux enquêtes « Aiguisez-vous les dents/Sharpening Your Teeth (SYT) » qui connaît un grand succès un peu partout dans le monde. SYT est un cours de formation spécialement conçu par Ombudsman Ontario pour les enquêteurs administratifs.

Cette année, 66 participants ont pris part à SYT à Toronto, du 29 novembre au 1er décembre. Ils sont venus des quatre coins de la planète, entre autres de la Corée, de la République sud-africaine, des Caraïbes, de l'Asia Development Bank (Philippines), des États-Unis et du Canada. Nous avons eu le grand plaisir de compter parmi nous Adv. Thulisile Madonsela, Public Protector de l'Afrique du Sud.

La participation à ce cours n'était pas uniquement réservée au personnel des bureaux d'ombudsmen. En effet, cette formation est des plus utiles pour tous les types d'enquêteurs administratifs. Cette année, les participants représentaient des organismes de réglementation, de surveillance de la conduite professionnelle, d'anticorruption, des groupes de défense, d'intégrité et d'éthique, ainsi que le bureau de l'Inspecteur général.

L'objectif de SYT est de faire connaître les techniques tout à fait uniques conçues par l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman (EISO) et de montrer comment elles peuvent s'adapter aisément à d'autres organismes de surveillance. L'EISO est renommée pour ses enquêtes systémiques spécialisées sur des problèmes de grande actualité comme le dépistage des maladies chez les nouveau-nés, l'évaluation des propriétés foncières et le système de loteries. Récemment, elle a mené l'enquête sur le G20.

Durant les trois jours de formation, l'Ombudsman de l'Ontario André Marin et son personnel ont animé des séances de formation captivantes et ont présenté des études de cas interactives sur des questions très diverses, dont les suivantes : principes d'excellence pour les enquêtes, conception d'un plan d'enquête, entrevues avec les témoins, utilisation des médias sociaux, rédaction des rapports et planification des communications.

« Nous sommes fiers de montrer que l'Ontario est à la fine pointe des progrès dans le domaine de la surveillance », a déclaré M. Marin.

Le conférencier d'honneur, William Angrick II, ancien président de l'Institut international de l'Ombudsman et ancien Ombudsman de l'Iowa, a dit combien il était important de continuellement redéfinir le rôle des ombudsmen, des enquêteurs et des responsables de la réglementation : « Nous ne pouvons pas présumer que l'ombudsman conservera toujours un rôle privilégié dans la société contemporaine. Si nous renonçons au potentiel de performance de l'ombudsman, ou si nous le négligeons, le statut de notre institution risque de s'effriter. »

M. Angrick a vivement félicité l'Ombudsman de l'Ontario André Marin pour son courage et son audace :

« Mobilisant ses ressources, galvanisant son courage, M. Marin a radicalement changé la manière dont le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario fonctionnait et celle dont il était perçu. Faisant la différence, encore et encore, l'Ombudsman de l'Ontario est devenu le champion d'une meilleure gouvernance. Après avoir vivement lutté pour obtenir la reconduite de son mandat, le titulaire et son Bureau continuent sur cette voie et apportent



COMMENT PORTER PLAINTE

Le Bureau de l'Ombudsman exerce une surveillance et un pouvoir d'enquête sur environ 500 ministères, organismes, tribunaux, et sociétés de la Couronne et réunions. Déposez une plainte en ligne.

[Téléchargez un formulaire de plainte](#)

Téléphone : 1-800-263-1830

ATS (téléscripteur) : 1-866-411-

4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca

Courrier : Ombudsman Ontario

twitter

facebook

COUVERTURE DE PRESSE DE L'OMBUDSMAN

[G20: l'ombudsman de l'Ontario dénonce des pouvoirs dignes des «mesures de guerre»](#) - La Presse canadienne

Toronto — Une loi martiale a régné à Toronto pendant le sommet du G20, ce qui a amené les policiers à exercer des pouvoirs dignes des mesures de guerre et entraîné une violation massive des droits civils — du jamais vu au Canada, conclut l'ombudsman de l'Ontario.

Dans son rapport déposé hier, André Marin estime que le gouvernement libéral «a discrètement promu le recours à [un] règlement probablement illégal» pour accorder des pouvoirs «extravagants» à la police à la veille du sommet du G20.

[Une « violation massive des libertés civiles »](#) - Radio Canada

L'ombudsman de l'Ontario estime que le règlement adopté en catimini par le gouvernement McGuinty et qui augmentait les pouvoirs policiers dans le périmètre de sécurité du G20 était « probablement illégal ».

déjà de nouveaux changements. »



Deb Matthews, ministre de la Santé et des Soins de longue durée, l'Ombudsman de l'Ontario, André Marin, William Angrick II, ancien président de l'Institut international de l'Ombudsman et ancien Ombudsman de l'Iowa, avec Thulisile Madonsela, Public Protector de l'Afrique du Sud

La formation comprenait une réception durant laquelle les participants ont pu lier connaissance et côtoyer des facilitateurs dans un contexte convivial. Ils ont aussi pu rencontrer personnellement Deb Matthews, ministre de la Santé et des Soins de longue durée. Mme Matthews s'est jointe aux rangs de ses illustres prédécesseurs : Dalton McGuinty, premier ministre, et Steve Peters, président de l'Assemblée législative, qui ont participé à des réceptions précédentes de SYT.

Mme Matthews a parlé de l'importance des rapports entre le Bureau de l'Ombudsman et son ministère, précisant ceci : « Nous visons tous le même objectif. Il ne fait aucun doute que M. Marin travaille dans l'intérêt des Ontariens – c'est son rôle, et il le prend très au sérieux – tout comme le fait son personnel. Je n'ai que du respect pour le choix des problèmes auxquels vous vous attaquez et pour la manière dont vous faites votre travail. Grâce à ce travail, notre système de santé est plus solide, alors merci de tout. »

La formation SYT est offerte à Toronto depuis 2007. Depuis, « l'Équipe de l'Ombudsman » a voyagé pour donner ce cours à des organismes de surveillance un peu partout dans le monde, notamment aux Nations Unies, toujours sur une base de recouvrement complet des coûts. SYT V aura lieu à Toronto à l'automne 2011.

Dans un rapport dévastateur de 130 pages intitulé *Pris au piège de la loi*, l'ombudsman André Marin estime que le manque de transparence du gouvernement et des policiers par rapport à ce décret a contribué à une violation massive des libertés civiles durant le G20.

COMMENTAIRES SUR LA FORMATION SYT

- « Excellent! Très adaptable et très portable. »
- « Le contenu... a présenté une approche ciblée systématique, hautement professionnelle, à la planification et à la conduite des enquêtes. »
- « Moi qui travaille dans un organisme de réglementation, j'ai trouvé ce cours très utile et très pertinent. »

LE BUREAU DE L'OMBUDSMAN CÉLÈBRE SON 35E ANNIVERSAIRE

Ombudsman Ontario: 35 ans de jeunesse!

1975 **35** 2010
YEARS • ANS

Un anniversaire qui rend hommage aux anciens Ombudsmen tout en réaffirmant le rôle vital de cette institution dans une société « de plus en plus bureaucratique et dépersonnalisée ».

Pas tout à fait d'âge moyen, mais ayant franchi allègrement le cap des années d'affirmation de son identité, le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario a fêté ses 35 ans. Pour marquer l'occasion, il a organisé une réception à laquelle ont assisté des ministres, des députés provinciaux et d'autres invités éminents, dont l'Ombudsman des Nations Unies, John Barkat. [En savoir plus >>](#)

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

www.ombudsman.on.ca